

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement au Protocole sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité

Déposée par M. Pierre LEQUILLER, Membre titulaire

PROJET DU PRESIDIUM	AMENDEMENTS DE M. PIERRE LEQUILLER
<p>LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,</p> <p>DÉSIREUSES de faire en sorte que les décisions soient prises le plus près possible des citoyens de l'Union;</p> <p>DÉTERMINÉES à fixer les conditions d'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité énoncés à l'article 7 de la Constitution, ainsi qu'à établir un système de contrôle de l'application par les Institutions dudit principe,</p>	<p>DÉTERMINÉES à fixer les conditions d'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité énoncés à l'<u>article 8</u> de la Constitution, ainsi qu'à établir un système de contrôle de l'application par les Institutions dudit principe,</p>
	<p><i>Justification :</i> <i>Amendement de rectification</i></p>
<p>SONT CONVENUES des dispositions ci-après, qui sont annexées à la Constitution</p> <p>1. Chaque Institution veille de manière continue au respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité définis à l'article 8 de la Constitution.</p> <p>2. Avant de proposer un acte législatif, la Commission, sauf dans des cas d'urgence particulière ou de confidentialité, procède à de larges consultations. Ces consultations doivent tenir compte, le cas échéant, de la dimension régionale et locale des actions envisagées.</p> <p>3. La Commission envoie toutes ses propositions législatives ainsi que ses propositions modifiées aux Parlements nationaux des Etats membres en même temps qu'au législateur de l'Union. Dès leur adoption, les résolutions législatives du Parlement européen et les positions communes du Conseil sont envoyées par ceux-ci aux Parlements nationaux des Etats membres.</p>	<p>3. La Commission <u>adresse directement</u> toutes ses propositions législatives ainsi que ses propositions modifiées aux Parlements nationaux des Etats membres en même temps qu'au législateur de l'Union. Dès leur adoption, les résolutions législatives du Parlement européen et les positions communes du Conseil sont <u>directement</u> envoyées par ceux-ci aux Parlement nationaux des Etats membres.</p>

<p>6. Le Parlement européen, le Conseil et la Commission tiennent compte des avis motivés des Parlements nationaux. Dans le cas où au moins un tiers de Parlements nationaux émettraient des avis motivés sur le non-respect par la proposition de la Commission du principe de subsidiarité, la Commission est tenue de réexaminer sa proposition. A l'issue de ce réexamen la Commission peut décider, soit de maintenir sa proposition, soit de la modifier, soit de la retirer. La Commission motive sa décision.</p> <p>7. Les Parlements nationaux des Etats membres peuvent aussi, dans le délai entre la convocation du Comité de conciliation et la tenue de celui-ci, émettre un avis motivé contenant les raisons pour lesquelles ils estiment que, soit la position commune du Conseil, soit les amendements du Parlement européen, ne respectent pas le principe de subsidiarité. Lors de la réunion du comité de conciliation, le Parlement européen et le Conseil tiennent le plus grand compte des avis exprimés par les Parlements nationaux des Etats membres.</p> <p>8. En vertu de l'article [actuel article 230] de la Constitution, la Cour de Justice a juridiction pour connaître des recours pour violation du principe de subsidiarité introduits par les Etats membres, le cas échéant à la demande de leurs</p>	<p><i>provoquerait une inégalité de traitement en défaveur des parlements bicaméraux si la possibilité de déposer un avis motivé n'était reconnue qu'au Parlement et non à une chambre individuellement. En outre, les délais de coordination entre les chambres d'un Parlement peuvent se révéler difficilement compatibles avec le délai de six semaines qui est prévu pour adresser un avis motivé.</i></p> <p>6. Le Parlement européen, le Conseil et la Commission tiennent compte des avis motivés des Parlements nationaux. Dans le cas où au moins un tiers <u>des chambres des Parlements nationaux</u> émettraient des avis motivés sur le non-respect par la proposition de la Commission <u>des principes de subsidiarité et de proportionnalité</u>, la Commission est tenue de réexaminer sa proposition. <u>Afin d'assurer une égalité de traitement entre Parlements monocaméraux et bicaméraux, les Parlements monocaméraux disposent de deux voix.</u> A l'issue de ce réexamen la Commission peut décider, soit de maintenir sa proposition, soit de la modifier, soit de la retirer. La Commission motive sa décision.</p> <p>Justification : <i>Cet amendement vise à assurer une égalité de traitement entre Parlements monocaméraux et bicaméraux.</i></p> <p>7. <u>Les chambres des Parlements nationaux</u> des Etats membres peuvent aussi, dans le délai entre la convocation du Comité de conciliation et la tenue de celui-ci, émettre un avis motivé contenant les raisons pour lesquelles ils estiment que, soit la position commune du Conseil, soit les amendements du Parlement européen, ne respectent pas <u>les principes de subsidiarité et de proportionnalité</u>. Lors de la réunion du comité de conciliation, le Parlement européen et le Conseil tiennent le plus grand compte des avis exprimés par les Parlements nationaux des Etats membres.</p> <p>Justification : <i>Amendement de coordination</i></p> <p>8. En vertu de l'article [actuel article 230] de la Constitution, la Cour de Justice a juridiction pour connaître des recours pour violation <u>des principes de subsidiarité et de proportionnalité</u> introduits par les Etats membres, <u>en particulier</u></p>
---	---

<p>Parlements nationaux et conformément à leur ordre constitutionnel respectif. Conformément au même article de la Constitution, de tels recours peuvent aussi être introduits par le Comité des Régions pour des actes législatifs pour lesquels il a été consulté.</p>	<p><u>directement par chaque chambre d'un Parlement national</u>. Conformément au même article de la Constitution, de tels recours peuvent aussi être introduits par le Comité des Régions pour des actes législatifs pour lesquels il a été consulté.</p> <hr/> <p>Justification : <i>Conformément à ce qui est proposé dans le rapport final du groupe de travail I, les Parlements nationaux doivent pouvoir saisir la Cour de Justice indépendamment d'éventuels recours introduits par les gouvernements nationaux.</i></p> <hr/> <p>9. La Commission présente chaque année au Conseil européen, au Parlement européen et au Conseil un rapport sur l'application de l'article 7 par. 3 de la Constitution. Ce rapport annuel est également transmis au Comité des régions et au Comité économique et social.</p>
<p>9. La Commission présente chaque année au Conseil européen, au Parlement européen et au Conseil un rapport sur l'application de l'article 7 par. 3 de la Constitution. Ce rapport annuel est également transmis au Comité des régions et au Comité économique et social.</p>	<p>9. La Commission présente chaque année au Conseil européen, au Parlement européen et au Conseil un rapport sur l'application de l'article <u>8</u> par. 3 de la Constitution. Ce rapport annuel est également transmis au Comité des régions <u>et</u> au Comité économique et social, <u>et aux Parlements nationaux</u>.</p> <hr/> <p>Justification : <i>Les Parlements nationaux étant directement impliqués dans le contrôle du principe de subsidiarité, il doivent être destinataires du rapport annuel de la Commission, au même titre que les institutions de l'Union.</i></p> <hr/>

